

LE «CASH POOLING» DÉSORMAIS
À LA PORTÉE DES PME

Une raclette à liquidités

Un réviseur d'entreprises et un informaticien ont développé un software de gestion de trésorerie. Celui-ci permet de réduire, voire d'annihiler, les intérêts débiteurs sur les crédits de caisse. Explications.



Le constat est sans appel: les crédits de caisse octroyés aux PME restent, marges comprises, fort chers au regard des taux auxquels les banques se financent auprès de la BCE, des ménages et des entreprises en excédent de trésorerie. Sur le terrain, les patrons et gestionnaires financiers sont dès lors à l'affût de pratiques permettant de limiter autant que possible l'utilisation ef-

fective de ce genre de ligne de crédit, qui permet de compenser de petits écarts temporaires entre rentrées et dépenses. Dans les grandes entreprises et les groupes de sociétés, on rencontre ainsi fréquemment le *cash pooling*, une procédure informatique consistant en quelque sorte à «racler» chaque jour les excédents de trésorerie sur les comptes bancaires ouverts auprès des différentes banques et transférer ceux-ci vers les

comptes qui seraient dans le rouge. «Reste que les banques n'acceptent généralement d'entrer dans ce jeu que dans les entreprises pesant au moins 10 millions d'euros de chiffre d'affaires consolidé», explique Benoît Devaux, réviseur d'entreprises et expert-comptable à Virton et à Luxembourg.

Optimiser la trésorerie

C'est en abordant le sujet avec Maurice Debras, un informaticien développant des logiciels utilisés par les traders au sein des salles de marché et client de sa fiduciaire, que Benoît Devaux réalise qu'il a devant lui la personne qui pourrait l'aider à concevoir le logiciel de *cash pooling* qui offrirait aux PME les avantages jusqu'alors réservés aux grandes

Grâce au logiciel de gestion de trésorerie, les intérêts débiteurs restent dans le périmètre de consolidation du groupe au lieu de filer vers les banques.

entreprises. Les deux hommes s'accordent alors assez vite pour collaborer à la mise au point dudit logiciel aujourd'hui commercialisé sous le nom de Treasury Sweep (littéralement, la raclette à trésorerie). «Ce logiciel a bien entendu pour objectif premier d'alléger, voire d'annihiler, les intérêts débiteurs portés en compte par les banques», insiste Benoît Devaux. Dans les faits, le logiciel est à même de détecter au jour le jour les transferts financiers qui se doivent d'être opérés entre les différents comptes de l'entreprise – ou du groupe d'entreprises – afin de maximiser l'économie de charges financières. «Treasury Sweep intègre toutes les données relatives aux lignes de crédit ouvertes, à commencer par les taux débiteurs appliqués par chaque institution financière. Bref, Treasury Sweep est à même d'affecter prioritairement les excédents de trésorerie au(x) compte(s) où le crédit de caisse coûte le plus cher», poursuit Benoît Devaux. Ce n'est pas tout,

le logiciel peut aussi être paramétré pour être utilisé à l'intérieur même d'un groupe de sociétés. Imaginons par exemple le cas d'une concession automobile, d'une carrosserie, d'un magasin de pièces détachées, d'une immobilière, toutes exploitées sous le couvert de structures sociétaires distinctes et, elles-mêmes chapeautées par une holding familiale faitière. Dans un tel cas de figure, les sociétés du groupe qui sont en

excédent de trésorerie deviennent en quelque sorte les banquiers des sociétés sœurs qui seraient alors en manque de liquidités.

Automatisation maximale

La volonté d'économiser les charges financières ne doit évidemment pas engendrer un travail administratif dont le coût réel viendrait à dépasser l'économie d'intérêts réalisée. Voilà pourquoi les concepteurs du logiciel ont fait en sorte d'automatiser un maximum de procédures, à commencer par tout ce qui concerne les écritures comptables. «Il fallait bien entendu éviter le scénario du traitement inextricable de virements croisés», précise Benoît Devaux.

Benoît Devaux et Maurice Debras ont donc fait en sorte que la liaison de Treasury Sweep avec les programmes comptables soit une réalité. Au final, le logiciel permet effectivement l'automatisation des écritures comptables relatives à tous les transferts entre les différents comptes et sociétés. Quand il s'agit de transferts entre sociétés, le software calcule aussi les intérêts débiteurs dus à la société prêteuse. Il y a aura donc toujours des intérêts débiteurs à supporter mais au lieu de filer vers le secteur bancaire, ils resteront dans le périmètre de consolidation du groupe. Sous l'angle fiscal, Treasury Sweep calcule également les maxima à ne pas dépasser pour éviter les retours de manivelle fiscaux, comme la requalification en dividendes.



**BENOÎT DEVAUX,
CO-INITIATEUR DE TREASURY SWEEP**
«Grâce à notre logiciel, les sociétés du groupe qui sont en excédent de trésorerie deviennent en quelque sorte les banquiers des sociétés sœurs qui seraient en manque de liquidités.»

Une balle dans le pied des banques ?

On imagine aisément que la commercialisation de ce genre de logiciel n'est pas de nature à ravir les banques. «Détrompez-vous, conclut Benoît Devaux. Les lignes de crédit de caisse octroyées aux PME imposent aux institutions financières d'avoir des volumes de fonds propres plus importants que pour d'autres formes de crédits. Et comme elles sont tenues de renforcer leurs fonds propres pour se mettre en conformité avec les exigences des accords de Bâle III, un logiciel comme le nôtre peut donc les aider à atteindre leurs objectifs de solvabilité. De plus, à partir du moment où on se met à calculer le besoin réel de crédit à l'échelon consolidé plutôt que société par société, cela fait aussi moins de réserves à constituer dans le chef des banques, tout en gardant un volume de garanties inchangé.»

Bien sûr, ce logiciel a un coût. Aux dires de ses concepteurs, son coût serait cependant amorti dès l'instant où la «raclette à liquidités» pourrait combler des comptes dans le rouge à hauteur de 20.000 euros en moyenne.

© JEAN-MARC DAMRY

www.treasury.lu

La passion comme fil conducteur...

Jeune diplômé en sciences économiques de l'ULg, Benoît Devaux embrasse dès 1991 une carrière d'enseignant à la haute école Blaise Pascal à Arlon. «Le directeur de l'époque n'entendait pas que ses nouvelles recrues se cantonnent dans un rôle de pur formateur, explique-t-il. Pour faire court, il voulait que nous nous impliquions professionnellement dans nos matières et ce, en mouillant notre chemise en dehors des murs de la haute école.» Comme professeur de comptabilité, Benoît Devaux a donc travaillé pendant huit ans pour une fiduciaire flamande, ce qui a contribué à booster sensiblement son néerlandais, tout en accomplissant le parcours complet à l'IPCF d'abord, à l'IEC ensuite et, enfin, à l'IRE! Coiffé de ses casquettes de réviseur d'entreprises et d'expert-comptable, en Belgique et au Grand-Duché, Benoît Devaux continue à enseigner dans sa haute école, aujourd'hui intégrée à Henallux. Outre ses charges de cours et la gestion de ses cabinets de révisorat et d'expertise-comptable, il a par ailleurs consacré pas mal de temps et d'énergie à la conception du logiciel Treasury Sweep.